

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Venezuela insolite

Tout ça passe inaperçu hors du Venezuela

- International -

Date de mise en ligne : vendredi 17 octobre 2003

Démocratie & Socialisme

Il y a des pays comme ça où les patrons n'hésitent pas. On ne peut pas dire que le Venezuela était un pays en révolution. Hugo Chavez était le président élu. Pas *mal élu* comme Chirac ou *battu* comme Bush : non, *très bien élu*, et plusieurs fois à de très larges majorités loyales et indiscutables. Mieux qu'Allende qui avait bénéficié d'une triangulaire. Hugo Chavez l'a été majoritairement sur sa personne comme président en 1998 puis il a consulté le peuple pour réunir démocratiquement une Assemblée constituante, qui a rédigé une nouvelle constitution, et elle a obtenu 80 % des voix, puis Hugo Chavez a été élu selon la nouvelle constitution, en 2000, ainsi qu'une assemblée nationale : dans tous ces scrutins, la majorité a été écrasante. Chavez a ainsi, avec le concours actif, répété, du peuple, changé tout "l'establishment". Toute la classe politique a été "virée" : démocratiquement, sans rien pouvoir dire, corrompue et honteuse qu'elle était.

Le peuple l'avait rêvé, Hugo Chavez l'a fait. Mais le libéralisme mondial n'aime pas ce genre d'exemple.

Non pas que Hugo Chavez soit un révolutionnaire. Au départ, c'était un général putschiste populiste au programme centriste incertain et qui avait échoué. Mais il s'est, au moins, converti à la démocratie et n'a plus rien fait depuis de longues années sans s'appuyer sur le suffrage universel. Grâce à ce choix, il a reçu l'appui populaire qui lui manquait. Et il a, comme d'autres avant lui, mais en mieux, plus durable, plus volontariste, mené une politique populaire : il a contribué à une certaine redistribution des richesses, il a favorisé les plus pauvres, il a mis en place un régime luttant contre la corruption. Pas parfait, loin de là, mais « progressiste » par rapport à tout ce qui existait auparavant. Tout cela en toute liberté, et surtout en toute démocratie.

Les USA n'ont pas vu d'un bon oeil, qu'Hugo Chavez au plan international se rapproche alors de Fidel Castro, renoue des échanges économiques avec Cuba, rencontre Saddam Hussein et le colonel Khadafi, se prononce "contre l'impérialisme" et reprenne toutes les traditions des libérateurs latino-américains depuis Bolivar jusqu'au « sous-commandant » Marcos.

Toujours est-il que les USA se sont contentés d'intrigue et de lutte sourde... tant qu'Hugo Chavez ne s'était pas avisé de mettre le pétrole sous contrôle public. Le pétrole c'est la ressource essentielle au Venezuela, toute son économie en dépend. Cela a aussi des conséquences sur le cours du baril mondial.

Le Venezuela est le 5e exportateur et le 8è producteur mondial de brut. Seul membre latino-américain de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), il produit quelque 2,49 millions de barils/jour et est, avec l'Arabie Saoudite et le Mexique, l'un des principaux fournisseurs des Etats-Unis.

Aussi lorsque le gouvernement vénézuélien a tenté de faire barrage aux menées des gestionnaires libéraux, capitalistes, pro-américains du pétrole, et à imposer un holding public sur les ressources pétrolières, les USA ont commencé à comploter plus activement. Ils ont essayé de susciter des mouvements des "couches moyennes" (sic), des grèves des bureaucrates syndicaux (les syndicats du pétrole, tout comme au Chili ils avaient utilisé les syndicats des camionneurs), des soulèvements des... cadres ! Un peu comme ils avaient fait sous Allende entre 1971 et 1973. Ils ont la technique : Henri Kissinger était LE maître d'oeuvre (jamais jugé) du coup d'état d'Augusto Pinochet. Les Usa ont essayé de revigorer les anciens appareils des partis dominants qui avaient mis le Venezuela en coupe réglée pendant des décennies et qui cherchaient leur revanche. Leur « réveil » (après quatre défaites électorales en rase campagne) fut présenté dans la presse mondiale comme un affaiblissement du régime, comme un « rejet de masse », comme un signe d'effondrement d'un « ex-putschiste irresponsable » : de temps en temps on voyait à la télévision en Europe, sans qu'il y ait jamais de reportage de fond, de bilan, des immenses manifestations de masse anti-Chavez.

Nos journaux, comme Le Monde et Libération, furent des agents serviles de cette présentation mensongère. La France avait trop à faire et était trop mal informée pour s'en émouvoir : mais les premières manifestations de quelques ménagères bourgeoises (« casseroles vides » dans la rue, mais « frigos » pleins à la maison) furent présentées comme des démonstrations populaires massives hostiles au régime de Chavez.

Le patronat directement :

Appuyé sur des secteurs minoritaires de l'armée, le patronat pétrolier, celui qui est proche de Bush et de leurs homologues texans, prépara donc et mis en oeuvre un coup d'état. Un certain Carmona, un confrère du baron Ernest-Antoine Seillière réussit les 12 et 13 avril 2001 à faire arrêter le président légalement élu et prit le pouvoir. Antidémocrate, il ne s'embarrassa pas et il annonça immédiatement la dissolution de l'assemblée régulièrement élue, se contentant de s'arroger le pouvoir avec ses copains/coquins. La presse mondiale et française fit mine de ne pas s'étonner, de considérer cela comme légitime. Nos journalistes "démocrates" ne firent aucun éditorial pour condamner cette infraction aux droits de l'homme, à la constitution, c'était "normal" pour eux, que les pétroliers se révoltent : de quoi se mêlait l'état vénézuélien en voulant contrôler les royalties de l'or noir ?

Hélas, pour les libéraux et aveugles démocrates du monde entier, le peuple ne l'entendit pas ainsi, il se mobilisa pour de bon, fit grève à son tour et déferla en manifestations réellement de masse, au point de rendre dérisoire le nouveau pouvoir du Medef local et de Carmona.

L'armée fit machine arrière, prit peur, et libéra Hugo Chavez qui revint triomphalement. La presse mondiale fut stupéfaite de ce retour : comment, les USA ne savaient pas appuyer un putsch jusqu'au bout ? Comment, le pétrole peut donc être soumis à des règles publiques ?

Le Monde osa tranquillement reproduire, sans critique, sans indignation, les propos d'un militaire qui confessait que leur seul tort avait été "**de ne pas exécuter Chavez pendant qu'ils l'avaient entre leurs mains**" (sic).

Toujours est-il que le président élu fut ramené au pouvoir par des centaines de milliers de pauvres qui ne croyaient qu'en lui.

Stupéfaction : le patron des patrons vénézuéliens avait échoué malgré l'appui trop visible des USA. Quel évènement ! La presse mondiale a vite fait de ne plus en parler et de ne surtout pas en tirer les leçons.

Peu d'éditorialistes réfléchiront sur le monde totalitaire de Bush, peu d'indignation parmi nos philosophes sur cette tentative criminelle ! Bush affirma qu'il combattait le terrorisme, mais il masquait qu'il avait tenté de s'en servir impunément à Caracas. Pour eux, c'était une répétition : comme le « tancazo » du 28 juin 1973 à Santiago du Chili, ils allaient recommencer !

Hugo Chavez revenu au pouvoir légal, est toujours menacé. les défenseurs du pétrole libre, les mondialisateurs totalitaires recommencent tous les trois ou six mois leur tentative avortée en profitant de n'avoir pas été réprimé ! Car Hugo Chavez n'a fusillé ni emprisonné personne, les putschistes ont été libérés !

La fédération patronale Fedecamaras et la Coordination démocratique (droite), ne se sont pas arrêtées à leur coup d'état avorté : comme ils n'ont même pas été jugés, (cela aurait été la moindre des choses) patrons et grands capitalistes, ont tenté de reprendre la « rue » sans cesse pour essayer d'empêcher Hugo Chavez de gouverner et ils ont même re-déclenché quatre « grèves générales » en un an.

Face à la quatrième, attisée par la presse de droite toute puissante, le président du Venezuela, Hugo Chavez, a été contraint de déployer l'armée autour des sites pétroliers du pays afin de garantir les livraisons, et de dénoncer un nouveau complot pour le renverser : ' Je protège les installations pétrolières avec les forces armées", a déclaré Hugo Chavez, dans un message à la nation, en garantissant aussi les approvisionnements des clients. "J'ai donné des instructions aux commandants des zones où se trouvent des installations pétrolières" en ajoutant que "l'Etat garantit le fonctionnement de la société Petroleos de Venezuela (PDVSA) qui est un holding public".

L'opposition à M. Chavez, 48 ans, réélu en 2000 pour six ans, a alors réclamé un référendum consultatif afin de décider de son maintien ou non au pouvoir. (Si on faisait cela à Chirac... qui a eu 4 fois moins de voix en proportion que Chavez ?)

"Quel est le plan des putschistes et de leurs alliés ? La privatisation de Petroleos de Venezuela, arracher le coeur des Vénézuéliens ! ", explique Hugo Chavez.

La lutte entre les deux classes fondamentales, (hé, oui, ça existe !) les grands propriétaires terriens, les pétroliers, et les masses populaires se poursuit pendant de longs mois jusqu'à aujourd'hui.

À chaque fois que les « manifs » de droite ont grossi, stimulées par des médias grossièrement et entièrement soumis aux capitalistes, les « manifs de gauche » moins fréquentes, mais plus déterminées, se faisaient encore plus nombreuses. De toute la banlieue de Caracas, par millions, le peuple sortait à son tour dans la rue, clouant le bec aux partisans du capitalisme libéral. Quand il y en avait un million à droite, il y en avait deux millions à gauche. Tant et si bien que Chavez, présenté à maintes reprises par les médias comme « battu », est resté au pouvoir ! Parce que les plus grosses de leurs mobilisations de riches ont été plus faibles que les plus grosses des

Tout ça passe inaperçu hors du Venezuela

mobilisations de pauvres : cela a suffi pour imposer un compromis somme toute modeste : Hugo Chavez, élu, exerce son mandat sans atteindre aucune liberté, ni faire aucune répression, et reste au pouvoir... jusqu'aux prochaines élections.

Insolite : les pétroliers, les financiers, les propriétaires terriens, fonciers, le patronat, Bush, obligés d'attendre un scrutin régulier pour « vider » un élu populaire et reprendre le pétrole !

Logique que ça passe inaperçu et qu'on en parle peu en Europe...et aux Usa.

Venezuela - États-Unis, des relations bilatérales qui se dégradent

CHÁVEZ ACCUSÉ D'APPUYER DES RÉSEAUX TERRORISTES

par Alejandro Blanca , Ciberamerica.com

Hugo Chávez, terroriste islamiste ? Le président vénézuélien a qualifié de « *répugnant* » le reportage publié cette semaine par la revue *étasunienne US News and World Report* dans lequel on accuse son gouvernement d'entretenir des liens avec des terroristes islamistes et colombiens. Le vice-ministre des Affaires étrangères, Arévalo Méndez, a dénoncé, ce jeudi 2 octobre, le fait que ce dossier ait été publié dans le but d'envenimer les relations entre les deux pays.

L'auteure du reportage, la journaliste états-unienne Linda Robinson, a affirmé dans une émission radio de Caracas que son texte s'appuie sur des « *sources qui travaillent directement sur le sujet* » et envers lesquelles elle a « *la plus haute confiance* ». Robinson a admis que plusieurs fonctionnaires du Département d'Etat, des services de renseignements et du Pentagone, lui ont fournie des « preuves » permettant d'étayer de telles relations.

[Lien](#)